



Décision n° CODEP-LIL-2017-042439 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 18 octobre 2017 autorisant Electricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) à modifier de manière notable l’installation nucléaire de base n° 122 située dans la commune de Gravelines (Nord)

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son article L.593-15 ;

Vu le décret du 18 décembre 1981 modifié autorisant la création par Electricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Gravelines dans le département du Nord ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier SIF/17-030 du 26 avril 2017 ;

Vu la décision n° CODEP-LIL-2017-017640 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 2 mai 2017 autorisant Electricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) à modifier de manière notable l’installation nucléaire de base n° 122 située dans la commune de Gravelines (Nord) ;

Vu la décision n° CODEP-LIL-2017-032632 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 8 août 2017 autorisant Electricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) à modifier de manière notable l’installation nucléaire de base n° 122 située dans la commune de Gravelines (Nord)

Vu la demande de prolongation de l’exploitation de la modification matérielle transmise par courrier SIF-17 076 du 12 octobre 2017 ;

Considérant que, par courrier du 26 avril 2017 susvisé, EDF-SA a déposé une demande d’autorisation de modification temporaire visant à exploiter deux unités de traitement des réservoirs d’effluents planchers et chimiques 7 TEU ; que cette modification constitue une modification notable de son installation relevant du régime d’autorisation de l’ASN régi par l’article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé ;

Considérant que, par courrier du 12 octobre 2017 susvisé, EDF-SA a déposé une demande d'autorisation de prolongation de la modification temporaire susvisée pour une période supplémentaire de 8 semaines ; que cette modification constitue une modification notable de son installation relevant du régime d'autorisation de l'ASN régi par l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

Décide :

Article 1^{er}

EDF-SA ci-après dénommée "l'exploitant", est autorisée à modifier temporairement l'installation nucléaire de base n° 122 dans les conditions prévues par sa demande du 26 avril 2017 susvisée et la demande de prolongation du 12 octobre 2017.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à EDF-SA et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Lille, le 18 octobre 2017

P/Le Président de l'ASN et par délégation,
Le Chef de la Division de Lille,

Signé par

Rémy ZMYSLONY